

COLLECTIF NI GUERRES, NI ETAT DE GUERRE

Bulletin du Collectif n°3, avril 2018

Qui sommes nous ?

Le collectif Ni guerres ni état de guerre s'est constitué en janvier 2016 sur une base d'opposition aux guerres d'ingérence et de spoliation, aux interventions impérialistes et à leurs conséquences : racisme, islamophobie, discrimination et État policier. Le Collectif

- exige l'arrêt immédiat des interventions militaires françaises, le retrait des bases militaires, la fin des traités et alliances (OTAN..);
- dénonce le marché des ventes d'armes qui irrigue entre autres les pires dictatures ;
- combat la militarisation de la société, le quadrillage des territoires et des esprits par le complexe militaro-sécuritaire ;
- soutient le droit à l'autodétermination des peuples, apporte sa solidarité aux forces de résistance et d'émancipation.

<http://collectifantiguerre.org>
antiguerre6@gmail.com

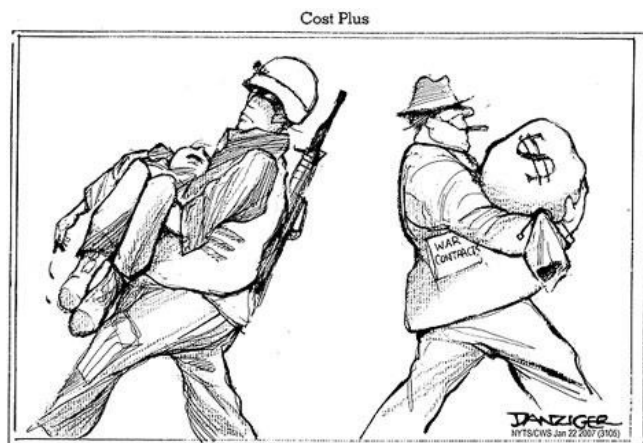
Des bombes et des billets

En ce mois de mars 2018 Nicolas Sarkozy, ancien président de la République française, a été mis en examen pour corruption passive et financement illicite de campagne électorale. Les enquêtes judiciaires auraient en effet obtenu la preuve qu'entre l'automne 2006 et janvier 2007 lui et Guéant auraient reçu 5 millions d'euros en cash, convoyés depuis Tripoli par Ziad Takieddine et fournis par Abdallah Senoussi, chef des services secrets intérieurs libyens.

Les preuves matérielles furent cependant difficiles à rassembler. Pourquoi ? parce que Sarkozy et Guéant en ont orchestré l'effacement. Non pas à petite échelle, mais en entraînant dans leur destruction celle de tout un pays. Lorsqu'en janvier 2011, dans le sillage des « révolutions arabes », le peuple libyen (déjà mêlé de quelques combattants de l'EI profitant de l'aubaine) s'est dressé contre la dictature de Kadhafi, la France de Sarkozy n'a rien eu de plus pressé que de rejeter tout règlement politique de la crise et de déclarer, aidé de l'entrepreneur en humanitaire louche BHL et jouant l'intox après un bombardement supposé le 21 février 2011, qu'« un dictateur qui bombarde son peuple n'est plus légitime ». Fissa, Sarkozy obtient un mandat de l'ONU pour « protéger les civils ». Fissa, il détourne ce mandat et, acoquiné avec le Royaume-Uni, la Ligue Arabe et l'OTAN, lance une guerre à mort contre le régime de Kadhafi.

On sait que les représentants des services de renseignement français avaient exposé à Sidney Blumenthal, conseiller et analyste de Hillary Clinton (à l'époque secrétaire d'État dans le gouvernement Obama) les raisons de l'engagement français : obtenir une part plus grande du pétrole libyen, développer l'influence française en Afrique du Nord, améliorer la situation politique de Sarkozy sur la scène intérieure, fournir aux militaires français l'occasion de réaffirmer leur position dans le monde. C'était déjà pas mal en termes de masse de cynisme. Il faut à présent ajouter une raison très personnelle à Sarkozy : faire disparaître les traces de son petit trafic.

La guerre en Libye a provoqué entre 100 et 400 000 morts ; elle a ruiné le pays et l'a plongé dans un chaos où les milices se disputent le pouvoir.



« Guerre et cadavres – le dernier espoir des riches

En 1932, John Heartfield compose une gravure intitulée, *Krieg und Leichen - Die letzte Hoffnung der Reichen* (*Guerre et cadavres, le dernier espoir des riches*)¹.

Dans le style sans détours de l'époque, on y voit le capitalisme figuré par une hyène enjambant des cadavres laissés sur un champ de bataille et courant vers d'autres crimes. L'image vient rappeler que la guerre, si elle est un désastre pour les peuples, n'est pas un fardeau pour le capitalisme : mais c'est aussi le « dernier espoir » d'un système à bout de souffle qui place sa survie dans la chose militaire.

La hyène des riches continue sa sanglante besogne.

Depuis 1945, les guerres qui ravagent la planète ont fait deux fois plus de victimes que la première guerre mondiale. « Pour les riches », c'est-à-dire pour maintenir les colonies, implanter le néo-colonialisme et contenir la révolte des peuples, leurs aspirations à l'émancipation sociale ou nationale.

Comment faire accepter cet état de guerre alors que chaque famille du continent européen porte le souvenir des plaies de la première guerre mondiale (18 millions de morts) et de la seconde (70 millions de pertes humaines) ?

La persistance d'un esprit colonial produit son œuvre, la peur du terrorisme semée quotidiennement fait le reste. « Le terrorisme est endogène » dit-on maintenant, l'ennemi est chez nous, sa peau est basanée mais sa carte d'identité est française. Notre Collectif l'a dit dès sa création : la guerre menée là-bas conduira ici à un état de guerre disciplinant la population et désignant des boucs émissaires. C'est fait, avec la loi antiterroriste du 30 octobre 2017 qui instaure un état d'urgence permanent.

Ainsi, la hyène des riches ensanglante-t-elle des continents entiers, enjambant les frontières aussi facilement que les cadavres, sans que dans le pays qui la nourrit ne se dresse un vigoureux mouvement antiguerre. Cette situation résulte d'un principe admis depuis deux siècles, celui de la hiérarchie des nations, des peuples, des races, comme on voudra, principe qui rend tout naturelle l'intervention des nations supérieures dans les affaires du monde, et même pour organiser le monde dans son entier.



En 1991, le pays de Mickey a prétendu instaurer un nouvel ordre mondial, rien que ça, en « ramenant à l'âge de pierre » l'Irak, ce berceau de l'écriture, de la poésie, des mathématiques et de la civilisation urbaine. La France a tenu son rang avec l'infâme opération Daguet, l'envoi de troupes au sol pour nettoyer le paysage. Et le mouvement antiguerre alors assez puissant s'est pour ainsi dire évanoui lorsque le drapeau français fut déployé dans le sud de l'Irak.

Civilisés autoproclamés et barbares.

Certes, au fil des siècles, le raisonnement change de forme, mais l'histoire est toujours la même : elle raconte que les nations civilisées apportent leurs lumières aux barbares, mais elle ne dit pas que « nous » seuls décidons qui est civilisé ou non. Avant-hier, les barbares l'étaient du fait de leur race, hier parce que, dans l'enfance de l'histoire, ils ne pouvaient se gouverner eux-mêmes et avaient besoin de la tutelle d'une puissance coloniale ou mandataire ; aujourd'hui, les barbares sont des criminels de guerre, des terroristes dont il faut libérer les peuples qui les abritent en détruisant leurs villes et ravageant leurs campagnes.

Mais sur qui la hyène va-t-elle fermer sa mâchoire : c'est au gré des circonstances semble-t-il, l'ami d'hier peut devenir le barbare d'aujourd'hui. Hier (juin 2007), Kadhafi plante sa tente dans les jardins de l'hôtel Marigny, près de l'Élysée où il est reçu en grande pompe avant que son hôte bombarde son pays et le laisse égorgé dans un caniveau. Hier (14 juillet 2008), le Président

Assad, main dans la main avec son homologue français, regarde défiler à la Concorde les troupes qui allaient bombarder son pays trois ans plus tard, lorsqu'il sera devenu « le boucher de Damas ».

Cette désinvolture cynique qui fait de l'ami d'hier l'ennemi à abattre d'aujourd'hui, on la retrouve dans la manière de traiter les victimes des guerres. L'indécence avec laquelle ces victimes sont exhibées puis refoulées dans l'oubli soulève le cœur. Leur martyre n'est photographié que pour exciter le bellicisme et justifier l'interventionnisme. Une fois utilisées pour une éphémère campagne, qui se soucie d'elles ? Que deviennent les habitants rescapés d'Alep ? Où sont-ils, souffrent-ils, quels sont leurs besoins ? Peu importe, dossier suivant, nouvelle campagne : la Ghouta et ses horreurs, les médias prenant au mot les dérangeaisons interventionnistes de Trump et de Macron. Et aujourd'hui, où sont les civils de la Ghouta, qui s'en soucie ? La presse nous apprend soudainement et tardivement que la Ghouta était partagée entre plusieurs « groupes rebelles », chacun soutenu et armé par son tuteur (Turquie, Arabie Saoudite, Qatar), et qui s'entretuaient, procédaient à des enlèvements de civils des zones adverses, enfermaient leurs opposants dans des geôles sordides et les contraignaient aux travaux forcés.

Et qui se soucie des habitants de Damas ?

Il faut attendre fin mars pour que la presse révèle que la capitale syrienne est constamment soumise aux tirs d'obus venant des combattants de la Ghouta (par exemple le 20 mars, 44 tués par une roquette dans une rue commerçante) et que la vie est paralysée dans les quartiers est.

Non seulement l'opinion est priée de s'apitoyer sur les martyrs d'un camp et d'oublier ceux de l'autre camp, mais elle doit aussi savoir changer de camp !

En 1981, le comique troupier BHL appelait à armer les talibans en Afghanistan. Puis en 2001 il se préoccupe du sort de la femme afghane « victime de la charia » de ces mêmes talibans et exhorte l'Occident à la guerre. Mais en 2011, son ami Mustafa Abdel Jalil (président du Conseil national de transition libyen qu'il a introduit à l'Élysée) déclare que la nouvelle Libye islamique née sous les bombes anglo-françaises adoptera la charia comme loi essentielle. Mais « *Il y a charia et charia* » nous explique le philosophe (*Le Point*, 3 novembre 2011). Sous-titrons : il y a la charia des ennemis de l'Occident, et celle de ses amis. Rien à voir : la première est dans l'ordre de la barbarie – *bombardez !* –, la

seconde est compatible avec les Saintes Lumières – *armez !*

Cette instrumentalisation de l'islam politique vient de loin, comme en témoigne l'aveu du prince héritier saoudien, Mohammed Ben Salmane dans une interview au *Washington Post* (du 22 mars), dans laquelle il reconnaît que l'Arabie Saoudite a propagé le wahhabisme dans le monde musulman à la demande de l'Occident. Il précise :

« *A l'origine, c'est à la demande de nos alliés que nous nous sommes investis dans la création d'écoles coraniques, de mosquées et la propagation du wahhabisme dans le monde musulman* ». Le but « *était d'empêcher l'Union soviétique d'asseoir son influence dans le monde musulman* », donc de faire barrage au communisme.

La pression de ces campagnes éphémères est telle que des militants, présents hier dans les cortèges contre les guerres, réclament aujourd'hui l'intervention de la France. « Que fait la France ? », lit-on ici ou là.

Que fait la France en Syrie ?

Oui, que fait donc la France ? Reste-t-elle les bras croisés ?

Pourtant la hyène continue à courir pour satisfaire le dernier espoir des riches, piller les ressources, exproprier les paysans, découper les pays, afin que la France soit encore, en dépit de tout, une « grande nation » – qui n'a plus de grands que l'industrie et le commerce des armes, le bellicisme qui jette la soldatesque en Afrique, en Syrie, en Irak, et désormais, à nouveau, le budget militaire augmenté en 2018 de 5,6% (pour atteindre 34,4 milliards d'euros).

Que fait la France en Syrie ? Elle a bombardé et elle bombarde. En 1919, elle a obtenu de la SDN, l'ancêtre de l'ONU, le mandat sur la Syrie sous prétexte que ce pays n'était pas encore assez mûr pour pouvoir se diriger tout seul (un argument repris par le Royaume-Uni pour assurer son mandat sur l'Irak). Cependant, les Syriens étaient assez mûrs pour se rebeller contre cet attentat ! La France a déployé la troupe et bombardé plusieurs fois Damas insurgée. Le traité franco-syrien de 1936 promet-il une indépendance progressive à partir de 1940 ? Deux ans après, le gouvernement français le jette à la poubelle. La Syrie se soulève, Damas est à nouveau bombardée. La France décide d'une vaste opération de guerre et envoie le général Weygand, le 30 août 1939... qui revint aussitôt dans son pays pour le livrer aux nazis.

Oui, que fait donc la France ? Elle se croit encore omnipotente, capable de retrouver sa tutelle mandataire, de s'occuper des affaires des autres et de piller impunément leurs ressources.

Le « dernier espoir des riches », même s'il provoque son cortège de massacres, est un songe creux. Hier déjà, aux 18^e et 19^e siècles, les conquêtes coloniales ont duré des dizaines d'années, où les peuples ont parfois fait reculer les armées européennes par leur extraordinaire résistance. Aujourd'hui, l'intervention des puissances qui se croient encore maîtresses du jeu – USA, France, Royaume-Uni, et à nouveau l'Allemagne – se heurte à un tissu de contradictions qu'elle ne fait que serrer davantage. La Syrie en offre un malheureux exemple. Incapables de renverser « le régime de Damas », leur objectif premier, les puissances interventionnistes veulent découper la Syrie – mais cet objectif excite des intérêts contradictoires. Chacun veut régler les affaires compliquées de la région en s'emparant d'une portion du territoire syrien ! L'espoir des riches... La Turquie, membre de l'OTAN, s'empare d'Afrin, veut pousser jusqu'à Kobané en passant par Manbij. Mais à Manbij, les forces de l'OTAN (USA, France) arment et encadrent les FDS avec les Kurdes. Macron déploie alors la diplomatie du « en même temps » : « je suis avec les Kurdes nos alliés contre les terroristes de l'EI et en même temps avec Erdogan dont j'appuie la lutte contre les terroristes du PKK ».

Bref, toute intervention aujourd'hui en rajoute dans le chaos.

Militer contre la guerre conduite par son propre État n'est pas chose facile.

Certaines agressions restent dans l'ombre. L'intervention massive des troupes françaises en Afrique ne vient à la surface qu'à l'occasion des pertes de « nos militaires », ou parfois, brièvement, lorsque des milliers d'Africains crient « troupes françaises hors d'Afrique » lors des visites de Macron (en grande tenue coloniale, lorsqu'il prétend que c'est la France qui donne des milliards à l'Afrique, en pure perte tant que la femme africaine fera huit enfants : deux mensonges *en même temps*). L'opération Barkhane, qui permet à l'armée française de se déplacer comme elle veut dans cinq pays du Sahel, n'offre aucune publicité. L'uranium du Niger (où 85% de la population n'a pas accès à l'électricité) est bien gardé pour continuer à éclairer la France.

En mars 2011, l'Arabie saoudite exécute brutalement le soulèvement populaire au Bahreïn dans le plus grand

silence. Au Yémen, où les ONG disent que la situation humanitaire est pire qu'en Syrie, la guerre conduite par la même Arabie saoudite avec des armes françaises fait rage : nous ne sommes pas priés de nous émouvoir puisque le Yémen agressé est dans l'autre camp, celui de l'Iran.

L'émotion commandée semble être le passage obligé pour se faire entendre. Le piège est là, car une fois notre voix jointe au chœur éphémère des indignés, à quoi bon nous écouter davantage puisque nous serions de ce fait dans le bon camp, celui qui justifie l'intervention. Et si nous condamnons *d'abord* notre propre impérialisme, nous serons classés dans le camp adverse et donc stigmatisés. Renvoyer tous les camps dos à dos paraît commode mais ne fait que procurer une certaine bonne conscience teintée d'apolitisme.

Qui peut croire qu'un anti-impérialiste resterait indifférent au supplice des habitants d'Alep ou de la Ghouta, victimes des bombes syriennes ou russes ? La guerre est là, et nous sommes contre la guerre. Mais nous devons dire *d'abord* que ces bombardements ont *aussi* pour origine l'intervention impérialiste, en particulier de l'État français. Parce que ces impérialistes-là, dont le « nôtre » veillent à étouffer tout soulèvement populaire dans ces régions, surtout après les insurrections tunisiennes et égyptiennes qui les ont pris au dépourvu. Ces impérialistes-là, dont le « nôtre », envoient par l'intermédiaire de leurs alliés (Arabie saoudite, Qatar, Turquie) leurs mercenaires pour détourner le mouvement populaire et le rendre compatible avec leurs intérêts réactionnaires. C'est cette intervention-là qui a transformé le soulèvement populaire syrien de 2011 (contre les conséquences de la politique néo-libérale de Damas et pour les droits démocratiques) en une véritable guerre, ouvrant le pays à toutes les agressions et broyant les forces progressistes et révolutionnaires – celles-ci se trouvant prise dans un étau entre le régime qu'elles combattent et les impérialistes qui veulent enrayer leur mouvement de libération.

Le point concret sur lequel nous pouvons faire jouer un levier efficace, si faible soit-il pour l'instant, c'est l'opposition à toute action de guerre de l'État français, impérialiste et colonialiste, et la contestation du bellicisme croissant. Contre les guerres, et l'état de guerre.

Daniel Blondet. 31/03/2018

¹ On peut la voir en ce moment dans une expo photo au Centre Pompidou à Paris, et commentée par Bertolt Brecht.

Extension des fronts de guerre en Syrie

Alors que tous les protagonistes de la « guerre contre l'EI » proclament sa défaite militaire en Syrie, les fronts de guerre ne cessent de se multiplier et de s'étendre dans ce pays ravagé. Les grandes puissances impérialistes – les USA et la Russie – sont engagées dans un repartage par alliés interposés, Israël intervient militairement contre les forces iraniennes, l'offensive turque contre Afrin, lancée le 19 janvier contre les forces kurdes des YPG, s'intensifie mais se heurte à une forte résistance, et le régime syrien essaie de regagner le contrôle du maximum de territoires. Macron et son ministre Le Drian multiplient les déclarations en faveur d'une intervention internationale pour « mettre fin aux atrocités du régime d'Assad », se rangeant une fois encore dans le camp des « pousse à la guerre » pour le faire tomber. L'impérialisme français se retrouve dans ce camp, notamment avec l'impérialisme US, le Royaume-Uni, l'Arabie saoudite, qui ont jusqu'à présent échoué dans l'objectif de se débarrasser d'Assad, mais qui n'ont pas renoncé à leur plan de démembrement de la Syrie.

La Syrie au cœur de la confrontation USA–Russie

Sans revenir sur l'analyse de l'intervention russe en Syrie, principalement motivée par la défense de son allié Assad et de sa propre présence militaire (notamment ses bases), politique et diplomatique dans la région, il est clair que la Russie a marqué des points très importants dans la confrontation inter-impérialiste, notamment vis-à-vis de l'impérialisme US. En réponse, l'impérialisme US et ses alliés essaient de contrer par tous les moyens l'influence russe. C'est dans ce cadre que se développe la campagne sur les bombardements russes et syriens de la Ghouta, dans la banlieue de Damas, fief des forces « rebelles » qui bombardent la capitale.

C'est aussi l'annonce faite en janvier du maintien *sine die* d'une force US en Syrie et de la constitution d'une armée de 30 000 hommes, essentiellement issus des FDS. Comme l'a expliqué le porte-parole de « la coalition internationale » : « *La composition ethnique de la force sera en fonction des zones dans lesquelles ses combattants serviront. Davantage de Kurdes vont servir dans la région du Nord de la Syrie, et plus d'Arabes dans les zones longeant la vallée de l'Euphrate et la frontière de l'Irak* ».

La ministre Parly a parlé d'une nouvelle phase : celle de la « stabilisation politique », omettant de préciser que ce sont 25 % du territoire syrien qui sont concernés.

La confrontation USA–Russie se fait, pour le moment, par « alliés interposés » : un affrontement s'est produit les 7 et 8 février entre des forces syriennes d'Assad et les FDS, appuyés par l'aviation de la coalition US, dans la province de Deir-ez-Zor, près de la frontière irakienne, une zone riche en pétrole. La Russie n'est pas intervenue. Mais cet « équilibre » est fragile, d'autant que d'autres protagonistes sont entrés en Syrie, pour y défendre « leurs intérêts ». C'est notamment le cas de la Turquie et d'Israël.

L'offensive de l'armée turque appuyée par les supplétifs de l'ALS se heurte à la résistance des forces YPG, qui ont reçu le renfort de forces kurdes venant des autres régions du nord de la Syrie et de quelques groupes proches du régime syrien qui s'opposent à l'invasion turque. Comme nous l'avons souligné dans *La Forge* de février, à travers notamment le texte de nos camarades d'Emep – dont l'auteur a été emprisonné – Erdogan exacerbe le nationalisme et fait régner la terreur à l'encontre de toute forme d'opposition à sa politique, notamment dans le domaine de la guerre contre Afrin.

Les puissances impérialistes laissent Erdogan s'embourber dans cette « sale guerre », qui fait de plus en plus de victimes civiles. Il n'y a aucune illusion à se faire sur l'impérialisme US ou les autres puissances impérialistes occidentales qui peuvent saluer la coopération militaire avec les FDS et les YPG pour constituer une force armée à la frontière avec l'Irak et n'avoir rien à redire quand leur allié turc les combat à Afrin. Il en est de même de la Russie, qui peut fournir des armes aux Kurdes de Syrie, mais qui n'empêchera pas l'aviation turque de les bombarder. Il faut dénoncer cette politique cynique et hypocrite et mobiliser et soutenir les forces démocratiques qui s'opposent à la politique de guerre des puissances impérialistes et de leurs alliés. C'est pourquoi, notre parti était présent dans la manifestation du samedi 24 février, à Paris, pour dénoncer la guerre menée par Erdogan contre la population d'Afrin. C'est pourquoi, nous insistons sur la nécessité de développer la solidarité avec les forces

progressistes de Turquie, qui s'opposent à cette guerre. Et c'est pourquoi, nous insistons sur la nécessité de lier la dénonciation de la « sale guerre d'Erdogan » à la dénonciation de la guerre que mènent les puissances impérialistes en Syrie, contre tous les peuples de la région.

Israël veut provoquer une confrontation avec l'Iran

Depuis 2013, l'État sioniste a mené plusieurs raids en Syrie, au nom de la lutte contre l'armement du Hezbollah libanais par la Syrie. Aérodrômes, sites militaires, centres de recherche... ont été bombardés systématiquement. Le Golan qu'Israël a occupé en 1967 et annexé en 1981 est particulièrement visé. En janvier de cette année, de nouveaux raids ont visés des sites près de Damas. Le 7 février, la défense syrienne abat des missiles israéliens et le 10, Israël abat un drone attribué à l'Iran et bombarde 12 objectifs syriens, en représailles. Au cours de cette « opération de grande ampleur », selon les termes mêmes des responsables militaires israéliens, un F-16 est touché et abattu. Aux yeux des militaires israéliens, c'est une « offense » inadmissible et ils multiplient les déclarations de guerre contre l'Iran qui soutient le régime syrien.

Cette rhétorique guerrière doit être prise au sérieux, de la part d'un Netanyahu, pris dans des affaires intérieures et qui peut chercher dans une opération militaire contre les Palestiniens, le Hamas, le Hezbollah... à resserrer les rangs autour de lui. Mais aujourd'hui, il s'agit de menaces contre l'Iran ! À court terme, Netanyahu veut faire capoter l'accord sur le « nucléaire iranien », que Trump veut également lever. Les États européens signataires de cet accord, notamment la France, tiennent un discours ambigu, entre soutien à l'accord et pressions accrues sur Téhéran, pour obtenir de nouvelles concessions. Macron est à la manœuvre, lui qui va se rendre en visite d'État aux USA en avril !

C'est une politique dangereuse, qu'il faut combattre !

Article paru dans La Forge, organe central du PCOF mars 2018 (le PCOF est adhérent du collectif NGNEG).



La Syrie est un terrain d'exercice pour les armes des grandes puissances. La Russie vient d'y « tester » les capacités du dernier avion de combat, le Sukhoï 57, un avion « furtif » de dernière génération qui devrait équiper la flotte aérienne russe.

Erdogan, de son côté, a présenté un drone « made in Turquie », qui a été utilisé dans la guerre d'Afrin. Si Erdogan veut développer l'industrie militaire turque, en poussant à des concentrations des entreprises turques, pour en faire une industrie exportatrice, il ne tourne pas pour autant le dos à des coopérations avec les monopoles européens, comme Thalès, MBDA, Leonardo...

L'Otan, l'Union Européenne et l'Afrique

Les interventions militaires conduites par l'impérialisme français en Afrique illustrent à la fois la coopération avec l'Otan (depuis la guerre de Libye jusqu'à aujourd'hui) et la concurrence que se livrent les grandes puissances européennes (l'impérialisme français et l'impérialisme allemand) et les USA, dont l'Otan reste l'instrument politico-militaire le plus important. Le continent africain, ses richesses, ses marchés, est à la fois un des enjeux de cette concurrence et, en même temps, c'est en Afrique que la « défense européenne » trouve un terrain pour se développer. Cela illustre les ambitions impérialistes de l'UE.

La « politique européenne de défense » se définit comme complémentaire à l'Otan.

Ce lien, précisé de façon explicite dans le Traité de Lisbonne, est sans cesse réaffirmé dans les déclarations des dirigeants des États de l'UE qui sont actuellement le plus en pointe dans le domaine de la « défense européenne », à savoir Merkel et Macron. Dès sa prise de fonction, Macron avait insisté sur le rôle essentiel qu'il entendait donner à la « relance de la construction européenne », en faisant de l'Europe de la défense, le moteur et le carburant de ce processus. De plus en plus contestée par les peuples, la « construction européenne » buttait également sur les conséquences du « Brexit » qui l'amputait d'un de ses États importants, le Royaume-Uni, qui est lié par de nombreux accords de coopération militaire avec la France, en particulier dans le domaine nucléaire.

Les terrains d'intervention de l'Otan sont l'Europe, qui est au cœur de sa création en 1949, mais ils se sont étendus dans le cadre de la stratégie de la « lutte contre le terrorisme ». C'est en 2001, après les attentats, que l'Otan décide de mettre en application l'article 5 de sa charte qui met en œuvre la « défense collective » d'un État membre. La guerre au terrorisme va devenir la principale justification aux interventions militaires de l'Otan en dehors des frontières de l'Europe.

Les interventions de l'Otan sur le continent africain

A partir de 2004, l'Otan va intervenir sur le continent africain, au Darfour, puis au Soudan (2005), en Somalie (2007), en alliance avec l'Union africaine¹.

L'Otan a déployé un dispositif de contrôle en Méditerranée, à partir de 2001, puis, en 2008, dans la Corne de l'Afrique. En 2014, un bureau de liaison Otan

– UA est installé à Addis-Abeba pour développer « une coopération militaire renforcée »². (2)

Si ces interventions de l'Otan en Afrique sont principalement décidées par le Pentagone, en 2011, ce sont les gouvernements français (Sarkozy) et britannique (Tony Blair) qui ont décidé d'intervenir militairement en Libye, avec l'aval des USA. Cette intervention a rapidement été coordonnée par l'Otan et a impliquée concrètement plusieurs États d'Europe, membres de l'Otan, les USA, le Canada, ainsi que des États comme les Émirats arabes unis, le Qatar... Les opérations aériennes ont été dirigées à partir de l'état-major de l'Otan installé en Italie, près de Bologne³.

La guerre de Libye marque une étape importante dans l'engagement de l'Otan en Afrique.

La France est fortement engagée dans ce qui est présenté comme une guerre contre le terrorisme en Afrique, notamment dans toute la « bande sahélienne », une zone aussi vaste que l'Europe. De l'intervention au Mali (Hollande, 2013, opération « Serval ») à l'opération « Barkhane », les dirigeants français n'ont cessé d'étendre cette guerre et d'appeler les partenaires de l'UE à s'y engager.

Jusqu'à présent, les autres États membres de l'UE et de l'Otan agissent au Mali dans le cadre de la Minusma (mission de l'Onu, forte de 14 000 hommes). Les dirigeants de l'Allemagne ont décidé d'engager un millier d'hommes, des hélicoptères de transport et de combat, ce qui fait du Mali le plus gros engagement des forces armées allemandes à l'extérieur des frontières.

Les dirigeants français ont mis en place une coalition militaire internationale, le G5 Sahel (Mali, Mauritanie, Niger, Tchad, Burkina Faso : 5 000 hommes).

Le but est de « sortir » du dispositif Barkhane, qui est un échec militaire patent, car les groupes djihadistes sont très actifs et renforcent leur coopération. De plus, Barkhane est, très coûteux en hommes et en matériel. Les dirigeants français (de Hollande à Macron) veulent la mise en place d'un dispositif faisant davantage appel à des troupes africaines et à « l'aide internationale », notamment européenne.

L'Europe de la défense a un important « volet africain »

Si, pour le moment, les dirigeants français ne sont pas parvenus à obtenir le soutien total de l'Onu au G5-Sahel

(ce qui le ferait financer par l'ONU), ils ont néanmoins obtenu que la Minusma apporte une « aide logistique ». La mise en œuvre de la « politique de défense européenne » comporte un important volet concernant l'Afrique.

C'est sous l'impulsion des dirigeants de la France et de l'Allemagne qu'elle se met en place, à travers notamment l'intervention militaire au Mali et au Sahel.

Le continent africain est un terrain de confrontations internationales entre les grandes puissances, pour le contrôle de ses richesses, de ses marchés, qui se traduisent par des guerres, des ingérences militaires systématiques qui provoquent misère, chaos et poussent des millions de personnes à fuir les zones de combat.

L'intervention de l'Otan en Libye a provoqué une déstabilisation générale non seulement de ce pays, mais de toute la zone sahélienne.

Le dispositif de l'Otan en Méditerranée refoule les migrants venant des pays d'Afrique, de Syrie, d'Irak... qui fuient la guerre à laquelle participe l'Otan.

L'UE, entraînée par les dirigeants de la France et de l'Allemagne, veut défendre ses positions et ses intérêts économiques, politiques et géostratégiques en Afrique. Elle le fait en coopération avec l'Otan.

C'est pourquoi, notre combat pour la dissolution de l'Otan doit intégrer le combat contre la « politique de défense européenne », qu'elle soit dirigée contre la Russie ou qu'elle soit dirigée contre les peuples d'Afrique.

**Ni Otan, ni défense européenne,
Solidarité entre les peuples.**

Article paru dans La Forge, février 2018



¹. En 2006, au Soudan (Darfour), l'opération MUAS intervient comme « force de support » : aide logistique, entraînement de troupes et transport aérien de matériel et d'effectifs pour la mission AMIS de l'Union Africaine (plus de nécessité à partir de 2007). En Somalie, la mission ANISOM, conduite avec le support militaire des États-Unis et logistique de l'Otan, se poursuit. Il existe des accords de formation avec l'Union Africaine – formations effectuées directement à l'École de l'Otan en Allemagne et depuis Naples, ou lors de manœuvres communes africaines (notamment les manœuvres Amani Africa II, en 2015).

². En Méditerranée, depuis 2001, « Active Endeavour », opération complétée depuis 2006 par le « Nato Training Cooperation Initiative » qui a pour rôle de moderniser les structures de défense, une meilleure coordination des institutions militaires et l'entraînement des forces de sécurité des pays du « Mediterranean Dialogue », dont font partie la Mauritanie, le Maroc, la Tunisie, l'Égypte, la Jordanie, l'Algérie et Israël. En mer également, l'opération « Ocean Shield » depuis 2008, au large de la Somalie.

³ Le nouveau centre militaire (QG de renseignement) de l'Otan à Naples, inauguré en septembre 2017, a pour mission prioritaire, selon l'Otan, de coordonner tous les acteurs sur le flanc sud de l'Europe et d'apaiser la situation dans cette zone. Des responsables libyens indiquent que ce centre aidera l'Otan à intervenir militairement en Libye. Lors de la guerre de Libye (contre l'avis de l'Union africaine), largage d'armes légères par l'Otan pour les forces françaises et britanniques. Armes qui circulent aujourd'hui dans le Sahel.

À Afrin, à la Ghouta orientale : Contre toutes les interventions impérialistes !

Les tensions s'aggravent partout dans le monde et la guerre est présentée comme une solution apte à régler les problèmes. L'État français de Macron participe à ce bellicisme, par les déclarations, par les actes et par le commerce croissant des armes.

Au Moyen Orient et en Afrique, la rhétorique « antiterroriste » est utilisée pour justifier les interventions militaires au sol et les bombardements.

Irak et Syrie

Depuis 2014, les puissances impérialistes occidentales bombardent massivement les villes tenues par l'État Islamique en Irak et en Syrie, faisant des centaines de morts à al-Toukhar et des milliers à Raqqa (la coalition occidentale y a tué 4500 civils selon *Raqqa is being Slaughtered Silently*). L'ouest de Mossoul a été rasée et au moins 4.865 civils tués avaient été comptabilisés par la morgue de Mossoul entre octobre 2016 et juillet 2017. Des troupes américaines sont déployées à Manbij et Raqqa, toujours au nom de la lutte « contre le terrorisme ».

Depuis le 19 janvier, le canton d'Afrin est bombardé et envahi par la Turquie et ses alliés. Au moins 180 civils ont été tués et 413 blessés entre le 20 janvier et le 13 février selon l'hôpital d'Afrin. La Turquie mène cette invasion au nom de la lutte « antiterroriste » et pourchasse de par le monde les kurdes en lutte : Salih Muslim, dirigeant du PYD, a été arrêté à Prague.

La rhétorique « antiterroriste » permet des violations massives du cessez-le-feu officiellement proclamé par le conseil de sécurité de l'ONU, c'est-à-dire les principales puissances impérialistes. Au moins 550 personnes sont mortes à la Ghouta orientale depuis le 18 février sous les bombardements de l'armée syrienne et de ses alliés russes.

C'est encore la rhétorique « antiterroriste » qui est employée pour justifier les bombardements israéliens en Syrie, et le soutien sans faille que lui apportent les puissances occidentales, et particulièrement la France, dans sa politique criminelle contre le peuple palestinien.

Au Yémen, les ventes d'armes françaises

Au Yémen, Depuis le 26 mars 2015, l'Arabie Saoudite (qui souhaite contrôler ce pays dans le cadre de son hostilité à l'Iran) bombarde le pays à la tête d'une coalition comprenant l'Égypte, le Soudan, le Maroc et les membres du Conseil de Coopération du Golfe (sauf Oman), avec le soutien « logistique » des USA. Plus de 10.000 personnes sont déjà mortes de cette guerre, sans compter une épidémie de choléra qui a touché plus d'un million de personnes. La France participe directement à cette guerre au côté de l'Arabie Saoudite : désignation de cibles par des avions militaires français, ventes records d'armes et de munitions (obus de 155mm, canons Caesar). La situation humanitaire est pire qu'en Syrie, mais la ministre française des Armées, Florence Parly, ne trouve rien d'autres à dire à propos des armes françaises vendues aux agresseurs saoudiens « qu'elles n'étaient pas censées être utilisées » (9 février). Il faut dire que l'Arabie saoudite est le premier client de l'industrie militaire française.



Macron, chef de guerre. 14 juillet 2017

Les opérations spéciales de la France

En Libye, la France mène des opérations « spéciales » clandestines, toujours au nom de la lutte « antiterroriste », aux côtés de l'armée du maréchal Haftar, qui résidait jusqu'en 2013 à Langley, siège de la CIA. En Égypte, la France soutient le régime putschiste du maréchal al-Sissi et lui vend des armes utilisées pour écraser le Sinaï, en coopération avec Israël.

4500 soldats français combattent actuellement dans la région du Sahel (Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad) depuis janvier 2013. Loin d'avoir ramené la paix, cette occupation approfondit l'état de guerre permanente et les conflits entre les peuples de la région. Cette occupation, continue depuis la colonisation, a pour but de maintenir le contrôle de la France sur les peuples de la région et ses matières premières.

15 ans après l'invasion de l'Irak en 2003, la « guerre contre le terrorisme » a fait plusieurs millions de morts, ravagé des pays entiers (Afghanistan, Irak), et servi de prétexte à l'écrasement des peuples de la région.

Marchands d'arme et état d'urgence

Cette « guerre contre le terrorisme » fait évidemment les affaires des marchands d'armes et des gouvernants qui répriment les mouvements sociaux ici, déploient des lois sécuritaires : état d'urgence prolongé pendant deux ans, puis devenu la « norme » avec la « loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme ». La propagande raciste se déchaîne, qui vise particulièrement les réfugiés et les Musulmans. Les puissances impérialistes ne font pas partie de la solution pour tous les peuples, qu'elles instrumentalisent et trahissent avec cynisme. Les puissances impérialistes font partie du problème, et le Collectif Ni Guerre Ni État de Guerre appelle à la fin des bombardements, au retrait des troupes au sol (forces spéciales, « instructeurs ») et à l'arrêt des livraisons d'armes.

Adrien Nicolas, mars 2018.



George Grosz, *Sonnenfinsternis (Éclipse du soleil)* 1926

Conscription-Macron et formation à la Défense.

On ne sait pas encore à ce jour à quoi ressemblera exactement le projet de conscription-Macron. Les déclarations gouvernementales se suivent et ne se ressemblent pas. S'il faut se fier à la seule parole présidentielle, il semble néanmoins se dégager l'idée d'une obligation de trois mois, avec ou peut-être sans casernement, concernant les garçons et les filles. Pour faire quoi, ça on ne sait vraiment pas. La chose pourra avoir « une ouverture sur la chose militaire » mais « dont la forme pourra être civile ».

Brassage national ou disciplinarisation ?

Que faut-il donc comprendre ? A ce stade, juste que ce sera obligatoire. Ce que l'on fera n'est pas très important. L'obligation, là est l'essentiel : parce que l'obligation c'est bien, ça forme la jeunesse ! surtout si (puisque'il y a « ouverture sur la chose militaire ») c'est assuré par de petits caporaux. L'obligation porte bien l'empreinte de la disciplinarisation espérée de ces quelques mois. L'argument gouvernemental enrobe cela dans les brumes d'une obligation universelle, pour toutes et tous... donc par définition juste. L'armée redeviendrait, ne fût-ce que pour quelques mois, ce grand creuset supposément égalisateur dont avait rêvé la IIIe République, ce lieu prétendument fraternel qui accueille le prolo et *en même temps* l'étudiant, brasse le bourgeois et *en même temps* le gars des banlieues. Le hic, c'est que l'armée, en temps de paix dans le service militaire obligatoire ou en temps de guerre dans la montée au front, n'a jamais été le lieu de cette mythique rencontre fraternelle des classes. Elle a toujours distribué les recrues selon leurs « compétences », donc reproduit les hiérarchies civiles lors du service militaire ou au front. Il n'y a aucune raison pour que ce phénomène ne se reproduise pas à l'échelle d'une conscription de quelques mois.

Armée de la nation ou armée coloniale ?

Historiquement, l'exigence politique d'une conscription universelle (masculine) s'est faite dans le cadre d'une armée pensée comme une armée de défense et dans le contexte d'un système censitaire liant défense de la nation et citoyenneté, excluant le plus grand nombre pour réserver la dignité de cette défense et de cette citoyenneté à ceux qui payaient le cens. Porter les armes

pour défendre son pays, c'était être vraiment citoyen, mais cette qualité était réservée aux plus riches. On comprend alors la volonté de tous (et toutes, puisque sous la Révolution et au XIXe siècle des femmes revendiquent ce droit également, comme une porte d'entrée dans une citoyenneté dont elles sont exclues). Tous devaient porter les armes parce que tous devaient être citoyens, parce que la force de la nation devait appartenir au peuple souverain. Mais le contexte est bien différent aujourd'hui. Que pourrait signifier aujourd'hui pour nous la conscription universelle comme défense de la nation, alors qu'il est clairement posé comme hypothèse de départ que l'armée sert sur des théâtres d'opération extérieurs ? En 1792, quand les volontaires révolutionnaires virent les frontières « naturelles » atteintes, la défense de la nation assurée, ils demandèrent en foule leur congé. Ce n'est pas défendre la souveraineté de la nation que de combattre au sein d'une armée expansionniste, ou colonialiste, ou impérialiste.

Le lien militaire en lieu et place du lien social

S'agirait-il, comme le suggérait le révolutionnaire Rabaut-Saint-Etienne, de transmettre dans le creuset militaire « à tous les citoyens les mêmes sentiments, les mêmes usages, les mêmes mœurs » ? S'il s'agit de faire nation au sein d'un temps de conscription, n'est-ce pas une misère, un cautère sur une jambe de bois, que ces quelques mois où l'on entend forger une culture commune quand autour tout contribue à la détruire ? quand on supprime le baccalauréat comme référence nationale pour ne plus laisser que des parcours au choix d'élèves entrepreneurs d'eux-mêmes ? quand on supprime le code du travail et les normes collectives pour ne plus laisser que des travailleurs affrontés les uns aux autres ? quand on persécute et que l'on chasse l'étranger ou qui paraît étranger, quand Claire ne sera jamais contrôlée tandis que Djibril le sera trois fois par semaine ? L'idée militaire retissera-t-elle tout le lien social que les politiques libérales s'emploient consciencieusement à détruire ? Et veut-on qu'il ne reste de commun que la communion dans le respect de la force de l'État ? Car si rien n'est dit sur ce que l'on apprendra, ou ingurgitera dans ce moment d'« ouverture sur la chose militaire », il est clair que ce sera l'occasion de rappeler à toutes et à tous le monopole

étatique de la violence légale, et d'en étaler la puissance (« voyez mes chars, voyez mes fusils d'assaut, voyez mes chefs ») – non comme une chose appropriable par le peuple souverain, puisque l'armée reste de métier, mais comme le déploiement terrifiant d'un pouvoir de répression, qui pourrait d'ailleurs s'exercer un jour contre ce même peuple souverain.

En termes de construction du commun, que signifie par ailleurs cette obligation de la conscription ? Toute obligation entraîne son lot d'exclusions, pour ceux qui ne se sont pas soumis à l'obligation, ou qui n'y ont pas été soumis. S'il y a obligation, c'est qu'un titre pourra être produit et exigé à certains moments, notamment sur certains marchés de l'emploi. Le fait qu'ils n'aient pas accompli leur « service » ne sera-t-il pas un argument supplémentaire pour stigmatiser ceux qui seront arrivés d'ailleurs, après l'âge de la conscription ? Que signifie faire nation autour d'un moment de la vie, qu'il soit à 18 ans, à 20 ans ou en trois étapes et dès 11 ans (!) comme semblent le proposer les parlementaires ? Il y a dans ce projet un sous-texte hostile aux réfugiés, aux migrants, à tous ceux qui viennent faire nation autrement que dans le moment d'un enrégimentement.

Distiller les valeurs militaires auprès des élèves

Lorsque la conscription et le service national ont été réformés en 1997 (et non supprimés : « l'appel sous les drapeaux » peut être rétabli au gré du gouvernement), ils ont été remplacés par une Journée défense et citoyenneté (JDC) à accomplir avant 18 ans, et par une éducation à la défense et à la sécurité menée dans le cadre scolaire. Les liens entre l'armée et l'Éducation nationale ne datent pas d'aujourd'hui. C'est Charles Hernu, ministre de la Défense sous François Mitterrand – et commanditaire de l'attentat contre le Rainbow Warrior –, qui déclarait en 1982 : « il faut arriver à l'armée préparés, et préparés par l'école, le lycée et l'université. Il faut une symbiose avec l'Éducation nationale ». Le but, poursuivi jusqu'à ce jour et confirmé par le dernier protocole signé en mai 2016 entre les deux ministères de l'Éducation nationale et de la Défense ? « faire comprendre [aux élèves] que les militaires servent la Nation [...]. Pour remplir pleinement ces missions, les militaires ont besoin du soutien de l'ensemble de la Nation ». Donc, qu'on se le dise : au Mali, en Syrie, en Irak, en République Centrafricaine, l'armée sert la nation !

Mais une journée et un envahissement des programmes d'éducation civique ne suffisaient pas – certains

enseignants pouvaient contourner l'injonction, voire – *horresco referens* ! – faire réfléchir les élèves sur le sens de l'usage de la violence ou les limites de l'obéissance : c'est désormais sur une instillation goutte à goutte sur un temps plus long et sur une plus nette participation des militaires, que semblent travailler les députés. On parle de propositions en trois temps.

Tout d'abord entre 11 et 16 ans, une semaine annuelle de la défense et de la citoyenneté, dans l'établissement scolaire lui-même mais avec des intervenants militaires.



Un militaire dans une classe de collège. Photo : Ministère de la Défense.

Il semble qu'il y aurait une certaine liberté d'organisation pour les chefs d'établissement – ce qui semble mal augurer de la liberté des enseignants.

A 16 ans, une semaine en internat (casernes ?) pendant les vacances scolaires, avec le même programme pour tous. On n'aura donc plus le même programme au bac, par contre tout le monde devra avaler la même soupe militariste. L'ensemble se présente comme un « rite de passage ». Passage vers quoi ? on pourrait soupçonner une volonté de substituer au bac (généralement désigné comme « rite de passage ») à 18 ans, ce nouveau rite à 16 : passage vers le monde du travail de tous ceux qui, dans le cadre des réformes de l'université, ne pourront plus y accéder. Mais en quoi consistera ce rite ? On ne sait ce que sera ce programme, ni qui l'enseignera. A moins qu'il ne consiste en exercices militaires, tirs et autres randonnées dans la boue. La mention du « rite de passage » n'est pas très rassurante : on sait l'importance de la douleur (purificatrice) dans les rites de passage : flagellations d'orties, bastonnades, morsures, affirmation de la norme du groupe sur l'individualité déviante. Certaines initiatives existent déjà, ce sont les « cadets de la défense » : depuis 2008, de jeunes élèves de collège (entre 14 et 16 ans) sont accueillis deux demies journées par mois et une semaine en fin d'année – hors temps scolaire – pour des activités sportives, mémorielles, encadrées par des réservistes et des enseignants.

Ce n'est pas fini : entre 16 et 25 ans, « une incitation à l'engagement » – dont on ne comprend cependant pas bien s'il s'agit ou non de la même chose que la conscription-Macron. Là encore, l'école est « en première ligne ». Des « classes défense et sécurité globales » ont d'ores et déjà ouvert dans certains lycées, voire certains collèges. Au Collège Roland Garros de Nice, une classe a été ouverte, après les attentats de 2016, avec visite de la base militaire du Cannet des Maures, de l'unité de maintenance de Draguignan, visite de Thalès... ; au lycée pro de Paray-le-Monial la « formation » a par exemple compris la visite de la base aérienne de Dijon, et au lycée Rabelais de Saint-Brieuc à la rentrée prochaine l'équivalent sera mis en place, deux heures par semaine. Et la gendarmerie organise l'équivalent, entraînant les élèves, costumés en habits militaires et casque vissé sur le crâne, à attaquer une position ennemie, grimper à l'assaut d'un fort, tirer (avec des balles factices...).



Élève de 3^e option « défense ».

Les arguments mis en avant sont la volonté de renforcer « l'esprit de cohésion », « le respect des règles », « le respect des autres » (en tout cas, de ceux qui font partie de la même armée...).

Si les projets des députés ne mentionnent pas l'école élémentaire, c'est que celle-ci est déjà pourvue. Le

protocole de mai 2016 précise qu'il est recommandé de faire participer activement les enfants aux concours organisés par le ministère de la Défense ainsi qu'aux manifestations patriotiques. Sur le modèle de ce qui se fait déjà dans l'enseignement secondaire, des « classes de défense », avec immersion des enfants directement en milieu militaire, peuvent être organisées : en 2015, des élèves d'une école primaire de Flastroff avaient, sous l'autorité de la compagnie de réserve en manœuvre dans la commune, manipulé des fusils d'assaut Famas !

Bref, le nouvel adage menaçant s'écrit ainsi : si tu veux la guerre, prépare la guerre.

Déborah Cohen et Daniel Blondet, mars 2018.

Le Collectif Ni Guerres Ni état de Guerre dénonce .

- L'existence d'une armée de métier de plus en plus nombreuse et équipée d'armes de plus en plus perfectionnées.
- Le déploiement permanent de cette armée dans des bases militaires en Afrique et au Moyen-Orient.
- L'engagement de cette armée dans des opérations extérieures (OPEX), c'est-à-dire de guerres, pour défendre les intérêts impérialistes de l'Etat français et néo-colonialistes des grands groupes financiers.
- La militarisation programmée des esprits, et notamment de la jeunesse, au détriment du développement d'une culture citoyenne et critique.